



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 23 MAI 2025**

**fixant des prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation  
des installations du syndicat mixte bassin de l'Ehn (SMBE)  
situées à la station d'épuration de Meistratzheim  
Rue de Strasbourg – D215 à MEISTRATZHEIM (67210)**

**N° AIOT : 0006704883**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND-EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement notamment le titre 1<sup>er</sup> ;
- VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 2 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- VU le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2019 portant prescriptions complémentaires opposables au SIVOM du Bassin de l'Ehn pour l'exploitation de ses installations situées route de Krautergersheim à Meistratzheim ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2022 portant prescriptions complémentaires SIVOM du Bassin de l'Ehn pour l'exploitation d'un méthaniseur, route de Krautergersheim à Meistratzheim ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2025 portant prescriptions complémentaires au syndicat mixte bassin de l'Ehn implanté à la station d'épuration route de Krautergersheim à Meistratzheim ;
- VU l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le courrier du 2 septembre 2024 du syndicat mixte bassin de l'Ehn (SMBE) présentant un plan d'actions visant à investiguer et réaliser des analyses complémentaires sur la présence de substances PFAS/AOF dans les rejets ;
- VU le rapport du 09 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 vise à limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

CONSIDÉRANT que le plan d'action interministériel précité prévoit notamment des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions des PFAS ;

CONSIDÉRANT que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous accréditation COFRAC en date du 17 mai 2024 révèle la présence d'AOF et de différents PFAS en quantité significative dans les rejets aqueux de la société SMBE ;

CONSIDÉRANT que la quantité de Fluor organique rejetée dans les eaux superficielles par la société est susceptible de porter atteinte à l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la quantité de PFAS rejetée dans les eaux superficielles par la société est susceptible de porter atteinte à l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il convient d'identifier l'origine de ces substances et d'en limiter les impacts sur l'environnement et la santé humaine ;

CONSIDÉRANT que l'établissement syndicat mixte bassin de l'Ehn a soumis un plan d'action visant à investiguer la présence de substances PFAS et AOF dans ses procédés de production et à assainir son site ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le syndicat mixte bassin de l'Ehn (SMBE) dont le siège social est situé 38 rue du Maréchal Koenig à Obernai (67210), est tenu de se conformer pour son site de la station d'épuration de Meistratzheim Rue de Strasbourg – D215 à MEISTRATZHEIM (67210), dans les délais précisés aux dispositions définies dans les articles suivants, visant à investiguer l'origine des émissions de substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de l'établissement, d'en réduire les flux journaliers et d'en assurer une surveillance appropriée aux enjeux sanitaires et environnementaux associés.

### **Article 2 - Surveillance des émissions de PFAS ET d'AOF**

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant prévoit la mise en place d'une surveillance des paramètres PFAS et AOF dans les conditions techniques prévues par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 à une fréquence trimestrielle pour une durée de 2 ans sur le point de rejet suivants :

- sortie du méthaniseur.

Ces analyses devront être effectuées durant les périodes d'activité saisonnières soit de mi-août à mars.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai n'excédant pas 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

### **Article 3 - Surveillance complémentaire des PFAS/AOF**

L'exploitant procède à la quantification des PFAS/AOF présents en amont sur les points suivants sur au moins 3 campagnes d'analyse :

- matières entrantes utilisées sur le site : jus de choucroute entrants prélevés au niveau du bassin tampon à partir d'échantillons ponctuels ;
- prélèvement principal du site : eau de dilution des jus de choucroute prélevée à la sortie de la station d'épuration.

Ces analyses devront être effectuées durant les périodes d'activité saisonnières soit de mi-août à mars.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai n'excédant pas 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

### **Article 4 – Mesures de suppression/réduction**

Sur la base des résultats des investigations réalisées en application des articles qui précèdent, si des substances PFAS ou AOF sont retrouvées dans les analyses en sortie de méthanisation à des concentrations supérieures à l'entrée de la méthanisation, l'exploitant sous 6 mois, réalise une étude technico-économique relative à la suppression ou la réduction des émissions de PFAS/AOF.

Les concentrations en entrée de méthanisation seront déterminées à partir d'une moyenne des concentrations mesurées sur les jus de choucroutes entrants prélevés au niveau du bassin tampon et les eaux de dilution pondérée par des volumes correspondants

L'ensemble des solutions technico-économique acceptables devront être étudiées pour justifier d'une réduction maximale des émissions de substances per- et polyfluoroalkylées. A minima, les solutions suivantes devront-être envisagées :

- Substitution des produits contenant des substances per- et polyfluoroalkylées et utilisés ;
- Remplacement des installations responsables de l'émission de substances ;
- Traitement à la source ou en sortie d'installation des effluents contaminés ;
- Séparation des effluents les plus concentrés en substances per- et polyfluoroalkylées des autres effluents.

### **Article 5 - Modalités d'exécution, voies de recours**

#### **Article 5.1 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 5.2 - Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 5.3 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1<sup>er</sup>, du code de l'environnement.

### Article 5.4 – Mesures de publicité

Les mesures de publicité de l'article R.181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

### Article 5.5 - Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### Article 5.6 Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- l'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la au syndicat mixte du bassin de l'Ehn, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Meistratzheim.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général.

Mathieu DUHAMEL